

INFOS Hebdo n°491

20 septembre 2013

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

MONDE

Les inspecteurs de l'ONU confirment. Ces spécialistes des armes chimiques ont conclu dans leur rapport que des armes chimiques avaient été employées à grande échelle dans le conflit syrien. Ils vont retourner en Syrie enquêter sur diverses accusations à l'encontre du régime et de l'opposition.

Bachar al ASSAD avoue que son régime détenait bien des armes chimiques. Il a toutefois répété que l'attaque du 21 août près de Damas était le fait des rebelles et non de ses forces armées. Le président syrien a assuré que son pays détruirait son énorme arsenal chimique, une opération qui coûtera un milliard de dollars et prendra au moins un an. Bachar al-ASSAD a également assuré que son pays n'était « *pas en guerre civile* », mais plutôt confronté à une guerre menée par des « *dizaines de milliers de jihadistes* » dont « *80% à 90%* » seraient des combattants « *d'Al-Qaïda* ».

François HOLLANDE - Hassan ROHANI. La rencontre entre le Président français et le Président iranien devrait avoir lieu la semaine prochaine, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Le dossier syrien serait à l'ordre du jour. C'est dans l'avion qui le ramenait du Mali à Paris que le Chef de l'État a annoncé qu'il y avait « *un projet de rencontre avec le Président iranien, à la demande de ce dernier* ». Une telle rencontre au sommet n'est pas arrivée depuis des années.

Hassan ROHANI semble vouloir calmer le jeu. « *Nous voulons la paix et l'amitié entre les nations de la région* » a dit le Président iranien. Et d'ajouter sur le dossier nucléaire « *L'Iran, accusé par Israël et les Occidentaux de chercher à fabriquer la bombe atomique, ne développera jamais l'arme nucléaire* ». Il ajoute qu'il a « *toute autorité* » pour négocier un accord sur ce dossier avec les pays occidentaux. Il accuse toutefois Israël « *d'alimenter l'instabilité dans la région par sa politique belliciste* ».

Nasrin SOTOUDEH, graciée. L'avocate des droits de l'Homme était incarcérée depuis plus de 3 ans après avoir été condamnée à plus de 11 ans de détention pour « *propagande contre le régime* » en raison de son action durant les manifestations contre l'ancien président Mahmoud AHMADINEJAD. Elle avait reçu l'année dernière le prix Sakarov. Autre détenu libéré, Mohsen AMINZADEH, qui fut diplomate durant la présidence du réformateur Mohammad KHATAMI. Ces libérations interviennent alors que le président Hassan ROHANI doit s'adresser prochainement à l'assemblée générale des Nations unies.

Armée et police contre activistes islamistes égyptiens. Militaires et policiers ont attaqué le village de Kerdassa près du Caire avec un déploiement de troupes et d'hélicoptères survolant ce village où une dizaine de policiers avaient été tués le 14 août. Selon un responsable de la sécurité « *l'opération vise à nettoyer le village des éléments terroristes* ».

« **La France restera aux côtés des Maliens** » pour reconstruire le pays comme elle les a aidés à chasser les rebelles islamistes qui menaçaient d'envahir leur territoire. Déclaration de François HOLLANDE à Bamako. Le Président français a assisté à la cérémonie d'installation du président Ibrahim Boubacar KEÏTA devant des dizaines de milliers de personnes réunies dans un stade de la capitale malienne. Une quinzaine de dirigeants africains présents ont également apporté leur soutien à Ibrahim Boubacar KEÏTA. La France, qui a perdu sept soldats au Mali, compte faire passer son contingent de 3.200 hommes aujourd'hui à un millier d'ici la fin de l'année. Elle a en outre promis 280 millions d'euros d'aide sur les 3,5 milliards levés lors d'une conférence de donateurs à Bruxelles.

Plus de militaires français en Centrafrique ? La France aurait « *sans doute intérêt à être davantage présente* » en Centrafrique. S'exprimant devant les soldats français de l'opération Serval, François HOLLANDE a déclaré : « *Les Français sont fiers de vous partout où vous êtes et notamment en Centrafrique où nous aurons sans doute à être davantage présents.* »

EUROPE

Élections ce dimanche en Allemagne. Angela MERKEL vers un 3^e mandat de chancelière. L'Allemagne vers une grande coalition ? Un sondage de l'institut Forsa donne la CDU/CSU largement en tête (39% des intentions de vote) devant les sociaux-démocrates du SPD (25%), et indique que les Allemands souhaitent à 53% la garder comme chancelière. Le FDP, partenaire de la coalition actuelle, est donné à 5%, pas suffisant pour la coalition sortante, réunissant la CDU/CSU/FDP. Les socio-démocrates sont encore plus éloignés d'une majorité. Les Verts, avec qui ils auraient pu s'allier, ne sont plus crédités que de 9% après avoir perdu leur thème de campagne de prédilection - la sortie du nucléaire - Le suspense devrait durer jusqu'au dernier moment, de nombreux petits partis pouvant modifier la donne.

Il Cavaliere à terre. Six semaines après sa condamnation définitive à une peine de 4 ans de prison, au lendemain d'une amende de 494 millions d'euros, à quelques heures du vote d'une commission du Sénat sur sa déchéance parlementaire, Silvio BERLUSCONI s'est adressé aux Italiens. L'ancien Président du Conseil a annoncé la mort de son parti actuel et a appelé au ralliement à son ancien mouvement « Forza Italia » pour lutter contre « *la dictature de la magistrature communiste* ». Assurant rester à la tête de la droite italienne, BERLUSCONI devrait néanmoins abandonner son siège de sénateur avant d'être destitué en séance publique dans quelques semaines.

Immigration. Des centaines d'immigrants clandestins venus de pays d'Afrique sub-saharienne ont essayé d'entrer en Espagne, à Melilla ainsi qu'à Ceuta l'autre ville autonome espagnole située sur la côte marocaine. Les autorités marocaines ont fait état d'un groupe de 3 à 400 immigrants illégaux. 10 seulement sont parvenus à passer les hauts grillages de la frontière. 65 personnes ont été arrêtées dont 14 qui ont été hospitalisées dans la ville de Nador, dans le nord du Maroc.

AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

Ouragan sur le Mexique. Les tempêtes, qui se succèdent au Mexique depuis cinq jours, ont déjà fait plus de 150 morts et disparus, selon un nouveau bilan provisoire de la Protection civile. Les pluies torrentielles dans le centre ouest du Mexique ont provoqué d'importantes inondations. Les dégâts sont très lourds.

Greenpeace arraisonné dans l'Arctique... Des gardes-frontières russes ont pris d'assaut un brise-glace de l'organisation écologiste Greenpeace, arrivé en Arctique pour dénoncer des projets de forage pétroliers. Les gardes-frontières russes ont pris le contrôle du navire. Le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué avoir convoqué l'ambassadeur des Pays-Bas à Moscou (le navire « Arctic Sunrise » battant pavillon néerlandais) pour protester contre les actions « *agressives* » des écologistes.

87 personnes ont été tuées au Nigéria dans une attaque menée par des membres du groupe islamiste armé Boko Haram, dans la ville de Borno au nord-est du pays. Les insurgés islamistes, qui portaient des uniformes militaires, ont également incendié de nombreuses habitations et immeubles. Ils ont mis en place des barrages et tiré sur des automobilistes qui tentaient de s'enfuir, selon des témoins.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le Caire : un Français est mort en détention. Déclaration du ministère français des Affaires étrangères, qui a demandé des explications aux autorités égyptiennes sur les circonstances de ce décès. Ce ressortissant aurait été arrêté au cours du week-end pour violation du couvre-feu nocturne en vigueur dans la capitale. On ajoute qu'il aurait été ivre et sans visa de résident valide. Après avoir été présenté au parquet qui a décidé de l'expulser, il a été conduit en détention dans un commissariat de police dans l'attente de son expulsion. Il est mort d'une hémorragie cérébrale après une bagarre avec d'autres détenus.

Comptes bancaires détenus à l'étranger. Les résidents fiscaux en France, même s'ils vivent à l'étranger, ont l'obligation de déclarer, en même temps, que leur déclaration de revenus, leurs comptes ouverts, utilisés ou clos à l'étranger au cours de l'année de déclaration, que ce soit en tant que titulaire du compte ou bénéficiaire d'une procuration, sous peine d'amende fiscale.

Agenda. Hélène CONWAY-MOURET, Ministre déléguée chargée des Français de l'étranger, sera à Beyrouth (Liban) le 1^{er} octobre.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Retraites : une nouvelle réforme. Elle sera défendue devant le Parlement par Marisol TOURAINE, ministre des Affaires sociales, qui a déjà demandé aux députés de préserver « *l'équilibre d'ensemble* ». La mesure centrale est l'allongement progressif de la durée de cotisation à 43 ans (172 trimestres) d'ici à 2035 pour pouvoir toucher une retraite complète. Elle concerne tout le monde : salariés du privé mais aussi du public, et non salariés. L'âge légal de départ, repoussé à 62 ans par la réforme Sarkozy de 2010, n'est pas remis en cause. L'allongement très progressif de la durée de cotisation n'apportant pas de recettes rapides pour résorber d'ici 2020 le déficit du régime général (7,6 milliards), la hausse est de 0,30% des cotisations vieillesse patronales et salariales dont 0,15% dès 2014.

1 million de foyers supplémentaires imposés. C'est une estimation de Pierre MOSCOVICI, ministre de l'Économie et des Finances. Cette nouvelle hausse est due au maintien par l'actuelle majorité du gel du barème de l'impôt sur le revenu décidé par le précédent gouvernement. En 2012, 2,6 millions de Français qui n'en payaient pas sont entrés dans l'impôt et 13 millions en 2013.

La trêve fiscale des municipales. Une étude du Forum sur la gestion des villes confirme qu'en 2007, un an avant les dernières municipales, les taux d'imposition locale des ménages avaient stagné. Mais, 1 an après l'élection, l'augmentation s'était élevée à 5,1%. Au total, depuis 2008, l'augmentation des impôts locaux frôle en moyenne les 10%. Des villes de droite comme de gauche figurent en tête du palmarès. Nîmes (UMP) est numéro un avec 1 259 euros, suivi par Montpellier (PS, 1.246 euros), Marseille (UMP, 1.216 euros) et Rennes (PS, 1.213 euros). A l'inverse, Paris (PS) est le meilleur élève (462 euros), suivi de Villeurbanne (PS, 678 euros). Sur la période 2007-2013, c'est cependant dans la capitale que la hausse annuelle moyenne a été la plus élevée (+4,7%).

Régularisation fiscale : accélération du nombre de demandes. 1.605 dossiers ont été déposés depuis fin juin auprès de la direction nationale du fisc en charge des dossiers des particuliers pour régulariser leur situation avant un alourdissement des peines. Chiffres du ministre du Budget, Bernard CAZENEUVE. 420 demandes depuis 15 jours. D'après *Europe 1*, ces repentis fiscaux devraient être réalité bien plus nombreux car il y aurait jusqu'à 10.000 dossiers en attente chez les avocats fiscalistes.

FILLON s'est expliqué devant comité politique de l'UMP après la polémique qui a suivi ses conseils de voter pour le candidat « *le moins sectaire* » en cas de second tour entre un candidat PS et un candidat FN lors des élections municipales. « *J'ai appelé à lutter contre tous les sectarismes, parce que c'est l'ennemi du redressement national. On ne peut pas rester assis sur sa chaise en répétant les mêmes formules depuis des années et des années. Pour moi, l'essentiel aujourd'hui c'est de créer les conditions de cette union nationale* ». Et d'ajouter : « *J'ai expliqué à mes amis que j'avais combattu le Front national toute ma vie et que je n'avais pas l'intention de changer de position. J'ai toujours combattu les alliances avec le Front national et je les combattrai toujours. À titre personnel, jamais je ne voterai pour un candidat du Front national* » a souligné l'ancien Premier ministre.

COPÉ en aurait marre de payer. Les 11 millions d'euros récoltés par l'UMP permettront de rembourser les prêts bancaires souscrits par le parti pour la campagne présidentielle de 2012. Mais, d'après le Canard Enchaîné, le Président de l'UMP refuserait de payer les pénalités infligées par le Conseil constitutionnel à Nicolas SARKOZY. La note s'élève à 516.615 euros. Jean-François COPÉ refuserait également que l'UMP paie les 15.000 euros de frais d'envoi de la lettre de remerciement aux donateurs de l'ancien Président.

« Il sera candidat en PACA ». Jean-Marie LE PEN, 85 ans, fondateur et président d'honneur du Front national, se présentera à nouveau aux élections européennes. Marine LE PEN se lancera « *dans (sa) région* », le Nord-Pas-de-Calais. Jean-Marie LE PEN a déjà été élu député européen à plusieurs reprises, dont la première fois en 1984 et la dernière en 2009.

DUFLOT veut rester. La ministre écologiste du Logement a confirmé vouloir « *peser sur le cours des choses* » en restant au gouvernement, malgré les vives tensions qui opposent certains membres de son parti et le gouvernement. François HOLLANDE a en effet confirmé l'abandon de l'augmentation de la taxe sur le diesel en 2014. Le secrétaire national d'EELV, Pascal DURAND, a dit attendre des engagements concrets en faveur de la transition énergétique avant la conférence environnementale qui s'ouvre à la fin de la semaine.

La personnalité politique préférée des Français ? C'est Alain JUPPÉ. Selon le baromètre Ipsos pour *Le Point*, il détrône Manuel VALLS, en progressant de 5 points, à 51% d'opinions positives, devant Manuel Valls (48%, -4 points).

PARLEMENT

Assemblée nationale

Transparence de la vie politique. Le Parlement français a définitivement adopté le texte qui prévoit la publicité du patrimoine des élus nationaux et locaux, dont la consultation devra toutefois se faire en préfecture. Les deux projets de loi, présentés dans la foulée de l'affaire CAHUZAC, l'ancien ministre du Budget dont le compte en Suisse a provoqué une onde de choc en France, mettent en place un dispositif moins ambitieux que les propositions initiales présentées par le gouvernement. Toute publication dans la presse d'une déclaration de patrimoine sera passible d'un an de prison et d'une amende de 45.000 euros pour éviter ce que beaucoup d'élus qualifient de « *voyeurisme* ». Les revenus d'une activité professionnelle seront également publiés.

Moralisation de la vie publique. 2 autres textes, dont l'Assemblée a engagé l'examen en nouvelle lecture, prévoient la création d'un procureur de la République financier et une série de mesures visant à mieux lutter contre la fraude fiscale. Le délai de prescription passera de 3 à 6 ans et les « *lanceurs d'alerte* », qui dénoncent des actes de fraude, seront mieux protégés. Un système de « *repentis* » sera mis en place pour les personnes coopérant avec la Justice. Le Sénat procédera à son tour à la nouvelle lecture de ces deux derniers textes le 8 octobre.

Accès au logement : adoption par les députés. Le texte présenté par Cécile DUFLOT prévoit un encadrement des loyers et la création d'un dispositif de garantie universelle des loyers (GUL). Objectif : la construction de 500.000 logements par an, dont 150.000 logements sociaux.

Sénat

Cumul des mandats. 208 voix pour le texte amendé, 107 contre. Les sénateurs ont adopté un texte fortement modifié. Ils ont adopté un amendement les autorisant à exercer une fonction exécutive locale, à la différence des députés. Les adversaires de la réforme gouvernementale, UMP, centristes, radicaux de gauche et 31 autres, ont voté en faveur du texte modifié. Les partisans du projet gouvernemental initial - communistes, écologistes, mais aussi de 69 socialistes ont voté contre le texte amendé, qu'ils estiment « *dénaturé* ». Le texte, examiné en procédure accélérée (une lecture par chambre) doit faire l'objet d'une commission mixte paritaire (7 députés et 7 sénateurs). À défaut d'accord, l'Assemblée nationale aura le dernier mot. À noter l'adoption d'un amendement de Joëlle GARRIAUD-MAYLAM qui interdit aux parlementaires d'être conseiller consulaire.

Cumul : la suite devant le Conseil constitutionnel. L'opposition, mais aussi le président du groupe RDSE (à majorité radicale de gauche), ont l'intention de contester la constitutionnalité du texte. Ils rappellent l'article 46 alinéa 4 de la Constitution : « *Les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées.* ». Pas de dernier mot aux députés donc. Mais le gouvernement soutient que le texte sur le non cumul s'applique aux deux assemblées et échappe donc à l'article 46 de la Constitution.

Le mécanisme d'encadrement des loyers : un loyer fixé dans un nouveau bail ne pourra pas dépasser de plus de 20% un loyer médian de référence qui sera calculé par rapport aux loyers environnants. Les groupes PS, écologiste et des radicaux de gauche, ont voté pour. Le Front de gauche s'est abstenu, de même que le groupe UDI (centriste), jugeant tous deux le texte insuffisant, et l'UMP a voté contre, dénonçant « *les utopies* » du gouvernement.

La loi « Florange ». Il s'agit d'une proposition de loi élaborée par le chef des députés socialistes, Bruno LE ROUX. Elle traduit un engagement de campagne de François HOLLANDE, pris devant les ouvriers de Florange dont les hauts fourneaux avaient été fermés par ArcelorMittal. La majorité souhaite l'obligation pour un groupe de rechercher un repreneur pour les sites français qu'il compterait fermer. À la clef, une pénalité qui pourrait atteindre 20 fois le smic mensuel (28.000 euros) par emploi supprimé.

« Il n'y a pas eu d'entrave au travail de la Justice ». C'est la conclusion de la Commission CAHUZAC, qui étudiait la responsabilité du gouvernement dans l'affaire de blanchiment de fraude fiscale par l'ancien ministre du Budget. « *Le rapporteur socialiste Alain CLAEYS estime que le gouvernement n'a pas commis de faute* », a déclaré une source parlementaire, confirmant une information du Monde. Le président centriste de la commission, Charles de COURSON, s'est déclaré en désaccord avec cette conclusion mais l'opposition est minoritaire dans cette instance.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Traité avec la Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption. / Réforme des retraites. / Code de la sécurité intérieure.

Communications. La situation économique et l'emploi. / Commissariat général à l'égalité des territoires.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Air France ne reprend pas d'altitude. La compagnie aérienne va lancer un nouveau plan de départs volontaires de 2.800 postes, réduire la voilure de son réseau moyen-courrier et sortir des Boeing 747 de sa flotte. Elle ne parviendrait à l'équilibre qu'en 2014, après 6 exercices consécutifs de perte.

Les bus ont retardé le « Pentagone à la française ». Le chantier de Balard, à Paris, attendu pour 2014, ne devrait être livré qu'au premier trimestre 2015. Un retard notamment dû à des discussions entre la Ville de Paris et l'État au sujet de l'implantation d'un dépôt de bus. Un millier de personnes travaillent jour et nuit sur le chantier pour construire le futur ministère qui s'étendra sur 5 hectares des 16,5 que compte le site. La Cité de l'Air couvrira, elle, 8,5 hectares. Il s'agit du plus vaste chantier à Paris depuis la construction de la Bibliothèque nationale François-Mitterrand. 9.000 personnes devraient y travailler.

SANTÉ & SOCIÉTÉ

La Cour des Comptes veut soigner la Sécu. « Enrayer la spirale de la dette sociale est d'une urgence impérieuse », estime-t-elle, en prônant « un effort nettement accru de maîtrise des dépenses », en accentuant la réorganisation du système hospitalier. La Cour souligne le retard de la France sur la chirurgie ambulatoire (l'hospitalisation sans hébergement de nuit), avec 5 milliards d'euros d'économies possibles à la clef.

CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

Pour des voitures vertes. Le gouvernement devrait durcir le système du bonus-malus pour l'achat de véhicules automobiles l'an prochain en portant à 8.000 euros la pénalité sur les voitures les plus émettrices de CO², selon Les Échos. Il s'agit de rééquilibrer le système de bonus-malus déficitaire depuis 2008.

Cocoriskiii ! Les pistes de ski françaises sont les plus courues du monde. Pour la 2^e année consécutive, la France a été la première destination mondiale pour le ski, devançant de justesse les États-Unis. 57,9 millions de journées-skieurs, un chiffre en hausse de 4,9% sur un an. L'Autriche occupe la 3^e place mondiale avec 54,2 millions de journées-skieurs en 2012/2013.

CARNET – NOMINATIONS

Stéphane CATTÀ ambassadeur au Kirghizistan.

Benjamin DUBERTRET ambassadeur à Singapour.

Philippe FRANC ambassadeur au Guatemala.

François GAUTHIER ambassadeur en Équateur.

Dominique GAZUY ambassadrice en Biélorussie.

Jean-Claude MOYRET ambassadeur en Angola.

Christine ROBICHON ambassadrice au Cameroun.

Jean-Christophe TALLARD-FLEURY consul général à Vancouver.

Anne-Marie Mme DESCÔTES nommée au conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Les élus du RFE dans le monde : Renée BLANDIN (*Le Caire, Alexandrie*), Marie-José CARON (*Copenhague*), Jean CONTI (*Abidjan*), Bruno DELL'AQUILA (*Djibouti*), Karim DENDENE (*Alger*), Xavier DESPLANQUES (*Tananarive, Diégo-Suarez, Majunga, Tamatave*), Nadine FOUQUES-WEISS (*Munich, Stuttgart*), René-Yves JOSEPH (*Rabat*), Robert LABRO (*Milan, Turin & Gênes*), François LUBRINA (*Montréal, Moncton & Halifax*), Guy MAKKI (*Dubaï, Abou Dabi, Mascate*), André MASSIDA (*Djibouti*), Anne MONSEU-DUCARME (*Bruxelles*), Georges MOSSER (*Québec*), Nelly MULLER (*Athènes, Thessalonique*), Francis NIZET (*Pékin, Shenyang, Oulan-Bator*), Richard ORTOLI (*New York*), Thierry PLANTEVIN (*Rabat*), Régine PRATO (*Le Caire, Alexandrie*), Jean PUJOL (*Andorre*), Rada RAHAL (*Alger*), Damien REGNARD (*Houston, La Nouvelle-Orléans*), Denise REVERS-HADDAD (*Beyrouth, Damas*), Bernard SADET (*Abidjan*), Georges-François SEINGRY (*Bruxelles*), Vajoumouny SHANKAR (*Pondichéry, Chennai*), Marie-Claire SPARROW (*Londres*), Ramatchandirane TIROU (*Pondichéry, Chennai*), Joëlle VALERI (*Libreville, Port-Gentil*), Jean-Pierre VILLAESCUSA (*Vienne, Bratislava, Ljubljana*). **Pour contacter les élus du RFE :** <http://rfeinfos.fr/le-rassemblement-des-francais-de-letranger/les-membres-du-rfe/>

INFOS Hebdo, tous droits réservés. Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie.

Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87 r.delpicchia@senat.fr